



Luxembourg, le

27 MARS 2007

## AUTORISATION D'EXPLOITATION

N° 1/2002/0130/37902/106mod.

### Le Ministre du Travail et de l'Emploi,

Vu la demande du 29 mars 2002, complétée le 31 mai 2002, présentée par la S.A. LUXCONSULT, au nom et pour le compte du MINISTERE DES TRANSPORTS, aux fins d'obtenir l'autorisation de procéder à une modification substantielle de l'aéroport de Luxembourg, à Findel;

Vu l'arrêté N° 1/2002/0130/37902/106 du 18 mai 2006 du Ministre du Travail et de l'Emploi, autorisant quelques travaux relatifs à la mise en conformité de l'assainissement de l'aéroport;

Vu la modification non substantielle du dossier de demande, présentée le 30 janvier 2007 par l'ADMINISTRATION DE L'AEROPORT au nom et pour le compte du MINISTERE DES TRANSPORTS;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés;

Vu la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement telle que rectifiée;

Vu l'enquête commodo et incommodo et l'avis du collège des bourgmestre et échevins de la Ville de Luxembourg;

Vu l'enquête commodo et incommodo et l'avis du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Niederanven;

Vu l'enquête commodo et incommodo et l'avis du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Sandweiler;

Vu l'avis du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Schuttrange;

Considérant que pendant le délai légal d'affichage, des observations ont été présentées à l'égard du projet susmentionné;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 24 mai 1998 fixant les conditions d'exploitation technique et opérationnelle de l'aéroport de Luxembourg;

Vu le règlement grand-ducal du 10 juillet 2000 portant transposition de directives du Conseil et de la Commission des Communautés européennes relatives à la limitation de l'exploitation



des avions relevant de l'annexe 16 de la convention relative à l'aviation civile internationale, volume 1, deuxième partie, chapitre 2, deuxième édition (1988);

Vu le règlement grand-ducal du 25 avril 1994 déterminant les taxes aéroportuaires à l'aéroport de Luxembourg et en fixant les modalités d'application;

Vu le règlement grand-ducal du 13 mars 1993 refixant les règles de l'air et les dispositions auxquelles est soumise la circulation aérienne;

Vu le règlement grand-ducal du 7 juin 2000 relatif à l'organisation et aux procédures d'utilisation de l'espace aérien luxembourgeois;

Vu la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet:

- de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg,
- de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile et
- d'instituer une Direction de l'Aviation Civile ;

Vu le règlement grand-ducal du 26 juillet 1999 fixant les prescriptions générales pour les dépôts de gasoil d'une capacité allant de 300 litres à 20.000 litres en matière d'établissements classés;

Considérant que l'établissement aéroport comporte actuellement des dépôts de gasoil dont la capacité totale est de loin supérieure à 20.000 litres; qu'il en résulte que l'aménagement et l'exploitation d'un nouveau dépôt de gasoil dans l'enceinte de l'aéroport ne relève plus du champs d'application du règlement grand-ducal du 26 juillet 1999 précité et qu'une autorisation spécifique doit être sollicitée en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés auprès des autorités compétentes;

Vu le règlement grand-ducal du 17 mai 2006 déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol «Aéroport et environs » ainsi que son rectificatif publié en date du 8 août 2006;

Considérant que le règlement grand-ducal du 17 mai 2006 déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol «Aéroport et environs » abroge le règlement grand-ducal modifié du 31 août 1986 déclarant obligatoire le plan d'aménagement partiel concernant l'Aéroport et ses Environs;

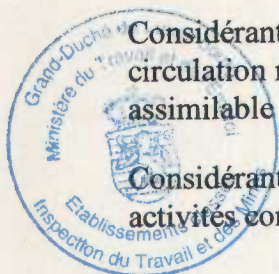
Considérant que l'aéroport de Luxembourg est exploité depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, sans préjudice quant à la date exacte;

Considérant que certains projets de construction en relation avec l'aéroport ont été déclarés antérieurement d'utilité publique, tels que l'allongement de la piste et l'aérogare actuelle; que les travaux pour ces projets ont été dispensés d'une autorisation exigée par la législation sur les établissements classés;

Considérant que les aéronefs en tant que tels ne constituent pas des établissements classés;

Considérant que contrairement à la circulation des aéronefs dans l'air (bruit aérien), la circulation régulière et périodique des aéronefs sur le site de l'établissement classé aéroport est assimilable à une activité connexe de celle régie par la loi modifiée du 10 juin 1999 précitée;

Considérant que les essais moteurs réalisés au sol dans l'enceinte de l'aéroport sont des activités connexes de l'établissement classé faisant l'objet du présent arrêté;





Que partant il y a lieu d'accorder l'autorisation sollicitée;

Considérant, en ce qui concerne les compétences du Ministre du Travail et de l'Emploi, que les conditions d'exploitation tiennent compte des nuisances et dangers pouvant éventuellement résulter de l'exploitation de l'installation faisant l'objet de la demande d'autorisation précitée; que ces conditions sont à considérer à l'état actuel de la technologie comme suffisantes pour garantir d'une manière générale la sécurité, la salubrité et la commodité par rapport au personnel occupé;

### ARRÊTE:

**Article 1<sup>er</sup>:** - L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions suivantes:

1) Les installations concernées par le présent arrêté doivent être aménagés et exploités sur les parcelles cadastrales suivantes:

Commune de LUXEMBOURG		Documentation cadastrale : 2005	
Section HaA de HAMM			
281/2834	282/5545	292/5495	343/5503
281/2835	283/589	316/5474	344/5505
282/5542	285/5500	316/5546	375/5468
282/5543	287/5496	316/5547	654/5548
282/5544	287/5498	316/5719	654/5550
Commune de SANDWEILER		Documentation cadastrale : 2005	
Section A de SANDWEILER			
620/4767	---	---	---
Commune de SANDWEILER		Documentation cadastrale : 2005	
Section B des FERMES			
657/2735	657/2787	685/2731	689/606
657/2736	657/2788	689/1143	718/2583
657/2737	657/2789	689/1144	718/2603
657/2738	657/2790	689/1620	718/2604
657/2739	672/2502	689/2651	718/2620
657/2740	672/2578	689/2652	---
657/2785	672/2626	689/2653	---
657/2786	672/2657	689/2659	---
Commune de NIEDERANVEN		Documentation cadastrale : 2005	
Section B de SENNINGEN			
817/959	879	918/3397	1226/3978
817/1736	881/2872	1024/3422	1226/3986
817/1737	890/3942	1032/2	1226/3987
817/1738	898/3952	1033/1462	1226/3988
817/3394	9/467	1033/1463	1226/3989
818/1781	9/468	1033/1840	1226/3990
820/1782	9/552	1190/3925	1226/4096
820/1783	9/553	1190/4078	1229/3983
821/2350	9/556	1190/4079	1230/3985
821/2351	902/3940	1190/4080	1266/4070





823/2017	904/1584	1190/4081	1272/4071
823/2018	904/2874	1190/4082	1272/4072
823/376	905	1190/4088	1272/4073
824/377	907/1349	1190/4090	1272/4077
826/1932	907/3420	1190/4091	1272/4095
827/966	908/1093	1190/4097	1274/3643
828	910/3421	1190/4143	1274/4074
829/2	912/1403	1192/4140	1274/4076
829/3	913/2875	1203/4075	---
829/553	914/2061	1213/3190	---
829/554	914/3314	1213/3191	---
874/2	914/3315	1226/3296	---

La limite de l'enceinte aéroportuaire résulte du plan n° 6205-002 dressé par la S.A. LUXCONSULT en date du 17 janvier 2007 et figurant en annexe du dossier de demande modifié.

2) Sont autorisés les installations suivantes:

- un aéroport modifié se composant:
  - d'une piste de décollage et d'atterrissage d'une longueur de 4000 m et d'une largeur de 60m;
  - de voies de circulation et aires de stationnement des aéronefs;
  - de deux positions (TWTST1 et TWTST2) réservées aux essais moteurs;
  - des unités fonctionnelles (secteurs d'activités liés à l'exploitation de l'aéroport) suivants:
    - le secteur fret;
    - le secteur passagers;
    - le secteur mixte;
    - le secteur administratif;
    - le secteur aviation générale et commerciale;
    - le secteur de maintenance et de stationnement;
    - le secteur de l'aire de mouvement et de sécurité;
    - le secteur d'aménagement différé;
    - le secteur d'approvisionnement;
    - le secteur d'installation de communication;
    - le secteur de récupération des eaux de surface;
  - d'une extension du tarmac d'une surface totale de 190.750 m<sup>2</sup>; extension se situant dans les secteurs « passagers », « fret » et « aire de mouvement et de sécurité ».
- les services d'assistance en escale non soumis spécifiquement à la législation sur les établissements classés tels que:
  - l'assistance « opération en piste »;
  - l'assistance « nettoyage et service de l'aéronef »;
  - l'assistance « transport au sol »;
  - l'assistance « carburant et huile », à l'exclusion du stockage;
- les travaux de chantier pour la mise en conformité de l'assainissement de l'aéroport, notamment les projets suivants concernant le bassin versant « Syre »:
  - le projet S2 dénommé "Construction d'un bassin de rétention pour les surfaces « TARMAC »";
  - le projet S7 dénommé "Extension du réseau d'eau potable (partie versant de la Syre)"



3) Seuls les équipements/procédés mentionnés explicitement dans la demande d'autorisation peuvent être mis en activité dans l'enceinte de l'établissement. Donc, ne sont entre autres pas couverts par la présente autorisation les groupes d'énergie au sol (GPU : Ground Power Unit) d'une puissance électrique > 200 kW.

#### D) Conditions générales

1) Les installations doivent être aménagées et exploitées conformément aux plans et indications techniques contenus dans le dossier de la demande d'autorisation, notamment le plan d'intervention relatif au Service d'Intervention et de Sauvetage de l'Aéroport de Luxembourg, le plus récent en vigueur et conformément aux prescriptions du présent arrêté d'autorisation.

Ces mêmes prescriptions sont seules d'application en cas de contradictions entre les indications du dossier de la demande d'autorisation et les stipulations de la présente autorisation.

2) Le dossier de la demande d'autorisation ainsi que les autres pièces liées à l'autorisation d'exploitation pourront être consultés auprès de l'Inspection du Travail et des Mines par toute personne pouvant démontrer un intérêt légitime.

3) Toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant afin de garantir la sécurité et l'hygiène, la salubrité et l'ergonomie sur le lieu de travail ainsi que d'une façon générale la sécurité, la salubrité ou la commodité par rapport au public ou au personnel.

4) L'exploitant doit se soumettre aux obligations nouvelles qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de la sécurité, de la salubrité et de la commodité par rapport au public ou au personnel.

5) L'exploitant devra faire parvenir à l'Inspection du Travail et des Mines dans les délais indiqués tous les rapports de contrôle énoncés, le cas échéant, dans la présente autorisation.

6) Une nouvelle autorisation est requise pour tout transfert, toute extension et toute transformation de l'établissement.

7) La visite de l'établissement par les agents de l'autorité de contrôle compétente doit être concédée en tout temps par l'exploitant.

8) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie de la présente autorisation d'exploitation doit être mise à la disposition de l'autorité de contrôle compétente.

9) La présente autorisation est à porter à la connaissance du personnel de l'établissement, qui doit pouvoir la consulter à tout moment.

10) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

11) La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention d'autres autorisations éventuellement requises en vertu d'autres dispositions légales applicables en la matière.

12) Le trafic aérien annuel enregistré sur l'aéroport de Luxembourg est limité à 76.000 mouvements d'aéronefs; mouvements tels que définis au préambule.





- 13) Les travaux de chantier doivent débuter dans un délai de 24 mois après la notification du présent arrêté.

## **II) Conditions particulières**

1) Le chantier et son organisation doivent répondre aux prescriptions des publications jointes en annexe et faisant partie intégrante de la présente autorisation, à savoir:

**ITM-CL 29.7:**

Chantiers de construction et de démolition

**ITM-ET 32.10:**

Protection des travailleurs

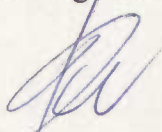
**ITM-CL 144.1:**

Installations électriques de chantier

**Article 2:** - Le présent arrêté et ses annexes sont transmis par l'Inspection du Travail et des Mines à l'intéressé pour lui servir de titre et à Monsieur le Commissaire du district de Luxembourg et à Monsieur le Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, pour en faire assurer l'exécution conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

**Article 3:** - Conformément à l'article 19 de la loi modifiée du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1996 portant révision de l'article 95 de la constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir de la notification de la décision.

Le Ministre du Travail  
et de l'Emploi,  
par délégation



Paul WEBER  
Directeur  
de l'Inspection du Travail  
et des Mines.

